

# POURQUOI nous ne sommes PAS en DEMOCRATIE ! (par Etienne Chouard)

[https://www.youtube.com/watch?v=pNhjfgD0\\_m8](https://www.youtube.com/watch?v=pNhjfgD0_m8)

<https://www.chouard.org/>

## Table des matières

Partie 1 : Création monétaire, le grand mensonge.....	1
Partie 2 : De l'importance de la Constitution .....	9
Partie 3 : Les 10 vices de l'élection (et les 10 vertus du tirage au sort).....	11
1- L'élection nous infantilise : l'élection est aristocratique.....	14
2- L'élection de candidats c'est abdiquer, c'est fabriquer des maîtres .....	15
3- L'élection de candidats, c'est renoncer à faire de la politique.....	15
4- L'élection de gens qui veulent le pouvoir apporte la corruption .....	17
5- L'élection favorise le mensonge : .....	18
6- L'élection fabrique des assemblées qui nous dissemblent qui ne nous ressemblent pas .....	18
7- L'élection nous impose les partis.....	19
8- Les candidats aux élections ont besoin de soutien : ceux qui ont les moyens sont les plus riches .....	19
Partie 4 : Quels représentants veut-on ? Voter ou élire ? Le RIC .....	21
1- Comment nommer nos représentants : on les élit ou on les tire au sort ?..	21
2- Comment on change la Constitution .....	22

## Partie 1 : Création monétaire, le grand mensonge

Pour moi la réflexion a commencé en 2005 à l'occasion de du Traité du référendum sur le traité pour une Constitution pour l'Europe qu'on appelait le TCE.

Les débats m'ont conduit à lire la Constitution européenne. Au départ j'étais favorable mais j'étais dépolitisé, j'étais favorable comme tout le monde, comme tous ceux qui sont éteints politiquement. J'étais du même avis que les médias que j'écoutais : France Inter tous les matins la chronique de Bernard Guetta. En 1992, j'avais voté OUI au traité de Maastricht et je me suis aperçu après, en travaillant en 2005, de ce qui s'était passé en 1992.

En 1992, nous avons été consultés sur un traité qui instituait dans son article 104, sans qu'il y ait aucune chronique, aucun débat qu'il y a l'interdiction pour les États et toutes les administrations, toute la puissance publique d'emprunter auprès de la Banque Centrale sans intérêt et obligation d'emprunter sur le marché financier (c'est le nom qu'on donne au plus riches) moyennant un intérêt ruineux.

Ça avait commencé en 73 et un peu avant 73 : voir le livre de Benjamin Lemoine (2016), L'Ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché, formidable bouquin pour comprendre la mutation intellectuelle qui a eu lieu dans la haute administration française après Pompidou (banquier libéral inféodé à la famille Rothschild). Pompidou a commencé à transformer l'administration française pour la convaincre que l'État c'est mal et que l'État doit être ruiné : leur slogan leur devise c'est « starve the beast », « affamer la bête » la bête étant l'État.

Les riches ont peur de personne : ils sont plus riches, plus forts que tout le monde : ils n'ont peur que d'une chose : les États. La doctrine des néolibéraux c'est « starve the beast », depuis Pompidou en France. Benjamin Lemoine explique très bien la façon dont la haute fonction publique s'est transformée et a commencé à endetter l'État volontairement. Il n'y avait pas de loi alors mais très tôt, dès les années 60, l'État lui-même, au contact de certaines banque et de certains milieux financiers, estime que l'inflation vient du financement facile par le circuit du Trésor ... alors qu'il n'y a pas de consensus.

Certains considèrent qu'il faut démanteler ce circuit pour se discipliner sur l'inflation quand d'autres considèrent que l'outil est neutre, comme aujourd'hui on dirait que la dette de marché est neutre, c'est juste une technique de financement.

Des acteurs à l'époque expliquent que c'est plutôt les déficits budgétaires en eux-mêmes qui sont responsables du fait qu'on doit recourir à un financement excessif du Trésor ...

Il y a aussi l'idée que cet État banquier, qui collecte l'épargne, n'est pas légitime ... aux yeux des banques privées qui cherchent à l'époque à retrouver un certain nombre de de marge de manœuvre et la loi de 1973 a confirmé ce mouvement.

Benjamin Lemoine n'avait pas encore écrit sa thèse et donc pendant quelques années, on a cru qu'on avait trouvé la loi qui déclenchait la ruine de l'État en imposant à l'état d'emprunter moyennant un intérêt ruineux. Aujourd'hui la dette publique, c'est la somme des intérêts non nécessaires que nous versons depuis 1973 avec les premiers budgets mis en déficit en 1974 par Valérie Giscard d'Estaing.

Il faut parler d'économie, de monnaie pour comprendre la façon dont on affame l'État, les alternatives qui existent et qui s'appelle le chartalisme ou la nouvelle Théorie Moderne de la Monnaie (TMM).

On peut considérer qu'il y a trois tendances qui s'affirment en économie :

**une première tendance** qui consiste à dire que sur les problèmes traditionnels de l'économie qui sont l'inflation le chômage les déséquilibres extérieurs finalement tout a été dit. Il appartient donc aux économistes d'orienter leur recherche vers des domaines moins traditionnels comme l'économie comportementale, la généralisation des rapports de la microéconomie en introduisant de la psychologie : voir en particulier les théories d'Esther Duflo qui est devenue en 2019 la deuxième femme à recevoir le prix Nobel d'économie, une française. Elle étudie des comportements fins : l'inflation et le chômage on sait ce qu'il faut faire, les gouvernements ne le font pas, c'est à eux d'assumer les conséquences de leur obstination.

**Le deuxième courant** concerne la nouvelle macroéconomie classique, très à la mode dans les années 90, qui s'appuie beaucoup sur des notions d'anticipation rationnelle (voir Robert Lucas, la figure de proue de cette pensée, École de Chicago, lauréat du prix Nobel d'économie, défenseur du libéralisme à l'origine de la Nouvelle macroéconomie classique qui a une critique radicale de l'interventionnisme de l'Etat)

Les politiques d'intervention keynésiennes ont conduit à de l'inflation et au chômage les agents économiques ne sont pas aussi stupides que ne le pensent les technocrates keynésiens et ils anticipent. Le symbole de ce raisonnement c'est l'équivalence ricardienne qui consiste : chaque fois que l'État dépense il ponctionne une partie des capacités des dépenses du secteur privé, il y a une sorte d'équivalence entre les deux. La politique budgétaire, les dépenses publiques conduisent à contracter la dépense privée. L'État est de plus en plus endetté et les agents privés le sont de moins en moins ...

**Une troisième tendance** qui dit qu'un événement colossal n'a pas été suffisamment intégré : c'est la disparition de l'or comme référence suprême de la monnaie.

Les agents économiques exigeaient soit de l'or soit un titre financier, un billet de banque « as good as gold », « aussi bon que l'or ». Depuis 1971 - 1976, les Américains se sont débarrassés de l'or : la quantité de monnaie en circulation n'est plus déterminée par la quantité d'or, le stock d'or mondial mais par la volonté des institutions qui fabriquent la monnaie.

Or la monnaie à l'heure actuelle c'est du crédit sur un compte, de la monnaie « scriptural ». Ce crédit est assis sur les écritures en compte des banques commerciales.

La création monétaire doit redevenir le droit exclusif de l'État sur des bases rationnelles, réfléchies. L'État pourra utiliser cette monnaie pour se financer sans intérêt. Les banques commerciales doivent renoncer à la formule « les crédits font les dépôts » pour revenir à la formule antérieure les « dépôts font les crédits » et la monnaie doit être créée par l'État : c'est la Théorie Monétaire Moderne.

Dans les années 70 a été mis en place une double pince pour étrangler l'État.

- L'État ne peut plus créer la monnaie, l'obtenir auprès de la Banque Centrale sans intérêt mais il doit l'emprunter auprès des marchés financiers en payant un intérêt,
- Les budgets sont votés en déficit à partir de 1974. Depuis 50 ans les budgets déficitaires entraînent des découverts, nous dépensons plus que nous ne percevons, non pas en augmentant les services publics en augmentant le nombre de médecins, d'infirmières, de professeurs, de juges, de policiers, gardiens de prison... pour assurer la paix sociale dans le pays ; non les budgets ont été déséquilibrés en diminuant les impôts des riches. L'Etat s'oblige à emprunter (avec un intérêt) l'argent nécessaire pour couvrir le déficit causé par la baisse d'impôt des plus riches... Au lieu de leur prendre l'argent en impôt, on leur emprunte !

Pour les riches c'est le paradis : ils investissent quelques centaines de millions pour faire élire les représentants politiques qui leur apportent des milliards : c'est vraiment un retour sur investissement formidable. Depuis 1974 la dette publique ne fait qu'augmenter et elle augmente dans la proportion des intérêts que nous versons donc elle augmente petit à petit au début ce n'est pas beaucoup puis le service de la dette augmente et l'État emprunte à nouveau et de part les emprunts cumulatifs on arrive à 3 300 milliards. Macron est aussi asservi à Rothschild. L'élection porte au pouvoir les représentants des riches : c'est mécanique on le verra quand on parlera la procédure de élections, de la constitution.

Macron endette le pays mais dans des proportions inouïes comme si c'était sa mission : dépenser, claquer le pognon, augmenter la dette, « starve the beast », « affamer la bête ». Ça va à l'encontre du bien commun, de l'intérêt général mais c'est dans l'intérêt des plus riches. Le pays se fait dévaster par des traîtres. Les gens au pouvoir sont littéralement des traîtres, des gens qui ne servent pas le bien commun, non par incompetence (croire en l'incompétence interdit de diagnostiquer la trahison), mais par calcul.

Macron et ses prédécesseurs sont comme des gouverneurs d'une province dans un empire, province dans laquelle il y a de la contestation de la dissidence et l'empire envoie à la tête de la province rebelle des gouverneurs qui les matent, qui maltraitent la population, qui les pillent, tout en prétendant la représenter. Macron c'est un agent de l'étranger, des riches qui font sécession du reste de la société ... et de ce point de vue tout devient logique, facile à comprendre, il y a une cohérence ...

Si on les pense animés par le bien commun c'est incohérent qu'ils détruisent les lits d'hôpitaux en pleine crise sanitaire alors qu'on manque de lit et qu'ils continuent à en détruire en 2020, en 2021, en 2022 ... ils n'arrêtent pas. Ils détruisent le service public de la santé mais ce sont les néolibéraux qui veulent transformer tous les services publics en centres de profits : la technique est toujours la même, Noam Chomsky l'a très bien décrite : on affame le service public, on le prive de ses financements, de ses moyens, de ses femmes, ses hommes, de ses budgets, il dysfonctionne gravement, la population en devient mécontente et la population est prête à accepter la suppression de l'hôpital public et son remplacement par les cliniques privées.

Ce problème de monnaie est essentiel et il n'est pas trop tard pour le régler, pas du tout. Revenons sur la loi de 73, le traité de Maastricht, sur la construction européenne qui est faite au profit des multinationales contre les États : c'est un outil d'asservissement des états, des puissances publiques, des peuples qui ont abandonné leur souveraineté et l'ont transférée vers l'Union européenne.

On nous a conduits à voter sur le traité de Maastricht sans nous parler de cet article 104 qui a déclenché la ruine de notre État, c'est un dol, c'est une tromperie qui doit entraîner l'annulation du contrat.

J'ai signé pour Maastricht, j'ai dit oui mais sans avoir été informé, on m'a caché l'article 104 et après ça on me dit c'est intangible, tu ne peux plus y toucher, tu vas

subir cet article toute ta vie : c'est du dol, une tromperie, une escroquerie donc je ne me sens pas du tout engagé par Maastricht.

L'alternative monétaire consiste à reprendre la création monétaire aux banques privées : 90 % des euros que tu utilises sont des euros qui ont été empruntés par quelqu'un à une banque qui accepte un crédit qui devra être remboursé avec intérêt...

L'emprunteur va faire des chèques, des cartes bleues, des virements vers d'autres acteurs économiques et cet argent créé par la banque va circuler sur d'autres comptes, dans d'autres banques pour éteindre d'autres dettes : je paye mon plombier qui paye son boulanger qui paye son dentiste ...

Cette monnaie apparaît quand on emprunte, elle circule et disparaît quand on rembourse l'emprunt.

C'est comme une baignoire avec un robinet alimenté par les crédits. À chaque fois qu'il y a un crédit la baignoire se remplit et il y a une bonde par laquelle la baignoire se vide en bas qui correspond aux remboursements des crédits ... Les euros qui sont à notre disposition pour réaliser nos échanges, éteindre nos dettes et continuer notre activité économique dépend du fait qu'il a des nouveaux crédits.

Ce système, qui n'est pas le seul système possible, dépend de nos humeurs, de nos comportements moutonniers, mimétiques !

Quand il y a une crise de confiance

Quand tout va bien, il y a une ambiance optimiste, on fait des paris optimistes sur l'avenir, les acteurs empruntent, les banques prêtent et donc le robinet marche à fond la masse monétaire augmente, le chômage diminue et l'inflation n'augmente pas forcément.

Mais ciel il y a des cycles et il arrive un moment où l'ambiance se retourne et on se met à devenir pessimiste et ça va jusqu'à la récession éventuellement et donc on emprunte moins, les banques nous prêtent moins, on se met avoir peur de l'avenir, on va attendre le prochain cycle pour emprunter ou pour prêter et à ce moment-là c'est comme si le robinet de la baignoire se fermait. Par contre les échéanciers continuent et avec eux la destruction monétaire. La baignoire se vide, il y a de moins en moins de monnaie et le chômage augmente même si on a toujours besoin de travailler. Il n'y a pas de raison qu'on ne travaille que quand on est de bonne humeur c'est fou d'avoir une quantité de monnaie qui dépend de notre humeur.

Les banquiers gagnent des intérêts sur des sommes folles sans travailler, simplement en siphonnant l'argent de la société sachant que quand on rembourse l'argent avec des intérêts, les intérêts n'ont pas été créés, il va falloir le rendre par une nouvelle création monétaire et donc financer à nouveau cette dette... une pompe aspirante qui nous condamne à la croissance infinie par la création monétaire moyennant intérêts.

La création monétaire doit redevenir un service public : en 1981 les banques ont été nationalisées c'était une bonne chose mais ça n'a pas duré longtemps.

Les banques devraient être sous contrôle public, sous contrôle citoyen. La monnaie devrait être créée quand il y a du chômage et détruite quand il y a de l'inflation ...

La création monétaire est un enjeu central, aussi important que le tirage au sort, le référendum d'initiative citoyenne, le processus constituant populaire, des piliers de la démocratie.

Si nous créons une démocratie et que nous oublions la création monétaire, que pour financer nos décisions nous avons besoin de demander l'argent à un usurier qui aura le pouvoir de dire non, « ça vous le financerez pas »... c'est lui qui est le souverain. La souveraineté populaire suppose qu'on établisse aussi avec la souveraineté monétaire.

Voir le livre de Stephanie Kelton, une américaine qui explique ce livre le chartalisme, le droit des États de créer la monnaie dont il a besoin et détruire la monnaie quand il quand il perçoit l'impôt. Aujourd'hui, il faut que l'État perçoive d'abord l'impôt ; une fois qu'il l'a perçu, on l'autorise à dépenser dans de service public. S'il y a un problème de conjoncture, que les impôts rentrent mal, s'il y a de la fraude, de l'évasion fiscale on réduit d'autant les services publics alors que c'est non nécessaire.

**L'État n'a pas besoin des impôts pour financer les services publics : je répète l'État n'a pas besoin des impôts pour financer les services publics.**

Pour l'instant c'est comme ça parce que l'État ne peut pas créer la monnaie quand il dépense et détruire la monnaie quand il perçoit l'impôt.

Un exemple : il y a des chômeurs, des médecins et des infirmières qui sont au chômage et des hôpitaux qui ont besoin d'infirmière et de médecins. Tout ce qui manque c'est de l'argent donc ce que nous attendons de l'État à qui nous confions le pouvoir de créer la monnaie c'est qu'il embauche ces chômeurs ce qui ça va créer de la richesse supplémentaire. L'État crée la monnaie qui correspond à cette richesse sans intérêt (si tu distribues la monnaie sans créer la richesse c'est inflationniste).

L'État a réduit le chômage en de créant de la monnaie en étant employeur en dernier ressort : les gens trouvent du travail dans l'économie normale mais ceux qui ne trouvent pas de travail, on attend de l'État qu'il les emploie à des tâches utiles pour la société. L'État est le seul le seul acteur contracyclique le seul acteur qui qui n'est pas soumis aux humeurs des acteurs de la société.

Nous délibérons, il faut que nos assemblées citoyennes délibère sur les travaux dont nous avons besoin.

Il manque un million de logements en France par exemple ce qui crée une inflation immobilière dingue avec des prix d'immeubles complètement invraisemblables : c'est totalement non nécessaire. L'État pourrait construire beaucoup d'immeubles pour diminuer la rareté de ces biens et rendre le leur prix raisonnable par la création monétaire en mettant une bonne partie des chômeurs au travail.

Il y a plein de choses utiles à faire c'est à nous d'en délibérer : c'est politique de savoir ce qu'on va faire avec cette monnaie nouvelle pour mettre au travail les

chômeurs. Rendre nos puissances publiques locales au niveau de la commune (au niveau de la commune aussi tu peux créer une monnaie locale) et national au niveau de l'État. Dans la Constitution on peut dire de créer de la monnaie locale qui a l'avantage de de localiser, de relocaliser l'économie et de nous protéger localement.

Les livres de Philippe Derudder et André-Jacques Holbecq « *Monnaies locales complémentaires et citoyennes : pourquoi, comment ?* » Ed. Souffle d'Or ou « *La dette publique, une affaire rentable : à qui profite le système ?* » aux Ed. Yves Michel permettent de se donner une colonne vertébrale économique de nous fortifier politiquement. L'argument « mais monsieur comment allez-vous financer tout ça » nous bloque parce qu'on n'a pas travaillé le sujet et on est obligé de faire marche arrière. La théorie moderne de la monnaie parle d'expériences qui ont donné des résultats spectaculaires !

Quand la population aura monté le niveau de niveau de connaissance des mécanismes monétaires des enjeux et et des méthodes à utiliser ça va changer : nous exigerons que nos représentants comprennent que la puissance publique n'a pas besoin d'emprunter la monnaie.

J'enseignais la monnaie à l'école comme je l'avais apprise à l'école... Par l'éducation populaire c'est beaucoup plus vivifiant, plus excitant et beaucoup plus utile sur le plan politique.

Une façon simple d'expliquer la monnaie, une façon opérationnelle de comprendre la monnaie c'est des certificat de travail. Si j'ai 10 € pour une heure de travail et si j'ai droit à 10€ en travaillant une heure ou d'une autre façon indirecte en vendant un bien qui vaut 10 €, il y a aucune raison de manquer de billets sauf s'il y a des siphons à maonnaies, des écureuils qui font des réserves ou des banques qui le volent ...

Nous avons besoin d'une autorité publique qui est capable de la créer quand nous en manquons parce que c'est vital. La monnaie est devenue vitale parce que la société a été découpée par la division du travail : nous ne sommes plus capables de tout faire. Cromagnon était capable de se vêtir, de chasser, de se nourrir, de se loger ; il était capable de tout faire, capable de de reconnaître les bons aliments des mauvais...

Le progrès nous a conduit à une division du travail extrême : nous sommes capables de faire quelque chose très bien mais le reste on ne sait pas du tout. Nous avons besoin d'échanger : chacun est spécialisé et s'il y a pas de communication et d'échanges ça ne marche pas. Les échanges ne fonctionne pas avec le troc.

Les économistes ont longtemps expliqué que autrefois il y avait le troc et puis que la monnaie l'a remplacé mais pas du tout. Les anthropologues nous expliquent qu'aucune société n'a vécu sur le troc : ça existait très temporairement faute de monnaie mais aucune société qui se projette sur la durée n'utilise la troc, c'est trop compliqué évident.

la monnaie est l'outil universel qui rend possible, fluide les échanges qui ont été rendus nécessaires par la division du travail.

Nous avons un besoin vital de signes monétaires qui sont assimilables à des certificats de travail

D'où l'importance d'établir par la constitution que la monnaie correspond à des certificats de travail, que le producteur de la monnaie est la puissance publique, une puissance publique qui est plus forte que le plus fort d'entre nous de façon à ce qu'il n'y a pas une personne forte qui puisse dominer et martyriser le reste de la population : on ne veut pas la loi de la jungle on veut civiliser nos rapports on veut que les plus forts d'entre nous aient peur de cette puissance publique. Dans cette constitution nous établissons que les représentants de cette puissance publique ont le pouvoir de création monétaire donc ils créent la monnaie quand ils dépensent et la détruisent quand ils perçoivent l'impôt, ils ont le pouvoir de création monétaire pour être employeur en derniers ressort et

Il faut comprendre que la dette est un outil d'asservissement depuis toujours et nous sommes en train d'être asservis et écoute bien ce qui s

C'est historiquement gravissime ce qui s'est passé pendant la Révolution française et anglaise ou américaine, en gros à la fin du 17<sup>ème</sup> (Angleterre) ou fin du 18<sup>ème</sup> .

Avant les révolutions bourgeoises les marchands étaient tenus à l'écart des marchés et le prêt à intérêt était interdit : on trichait en en le faisant pratiquer par des gens qui étaient en dehors presque en dehors de la société.

Les gens ne mangeaient pas beaucoup de viande, il mangeait essentiellement du pain et donc les agriculteurs qui faisaient des céréales et les meuniers qui venaient acheter les céréales pour faire du pain se retrouvaient sur le marché, cet endroit précieux où avaient lieu les échanges vitaux. Ces échanges vitaux sur l'alimentation de base était protégé par le roi : c'était une des fonctions principales de la police du roi d'empêcher les marchands d'entrer sur ce marché. Les marchands ne font qu'acheter pour revendre, on en a besoin parfois, mais pas là ils étaient tenus à l'écart pour que les échanges aient lieu sans spéculation. Seuls les surplus étaient laissés aux marchands. Si les marchands étaient autorisés à venir sur les marchés ils prenaient tout avec le cash qu'ils possédaient , ils créaient une rareté épouvantable et faisaient monter les prix (ce qui a été pratiqué pour initier la révolution française) et s'enrichissaient de façon indécente.

Les marchands qui étaient tenus à l'écart du pouvoir : Jésus chasse les marchands du temple c'est une vieille affaire ... on a besoin de marchand mais il ne faut pas qu'ils aient le pouvoir

Au 18<sup>ème</sup>, les marchands ont pris le pouvoir : le pouvoir constituant d'abord et puis législatif en fait par l'élection. Les marchands sont devenus les législateurs et c'est une catastrophe absolue, ça donne le capitalisme avec la responsabilité limitée, l'accumulation illimitée du capital, l'anonymat des capitaux, l'asservissement des travailleurs, les employeurs propriétaires des moyens de production ...

Les 20 des règles du capitalisme, ces lois font qu'il n'y plus de limite à l'enrichissement. Autrefois quand quelqu'un devenait trop riche il était disgracié et terminé.

Elles sont au cœur de la dévastation écologique.

Pendant des millénaires, tous les 7 ans il y avait un jubilé qui annulait des dettes et tous les 7 x 7, tous les 49 ans tous les demi-siècles un jubilé complet : on annulait toutes les dettes. C'était les souverains qui pouvaient faire, un souverain qui était au-dessus des usuriers. Au 18<sup>ème</sup> siècle, les usuriers sont arrivés au pouvoir, on n'arrive plus à éteindre les dettes. L'endettement généralisé est comme un cancer, il faut trouver une solution.

Il faut trouver une solution politique à cette situation en montant notre niveau de compréhension par l'éducation populaire et en rédigeant une nouvelle Constitution.

## Partie 2 : De l'importance de la Constitution

Dans notre société française, la Constitution organise les pouvoirs publics et règle les rapports entre les pouvoirs législatifs, exécutif et judiciaire ; Elle définit et garantit les droits fondamentaux des citoyens.

Les enjeux de la Constitution : qu'est-ce qui a à gagner, qu'est-ce qu'il y a à perdre -. J'ai repéré 30 enjeux.

**le premier enjeu : gravissime c'est par la constitution que le président peut déclarer la guerre** sans demander à ceux qui vont la faire. Dans une bonne constitution qu'on pourrait dire :

- 1- pas de guerre sans référendum
- 2- ceux qui ont voté oui doivent aller la faire au front. Ça va les calmer si c'est eux qui vont la faire parce que pour l'instant ceux qui votent la guerre envoient les jeunes se faire tuer mais ce n'est pas les parlementaires qui vont faire la guerre.
- 3- Tous les 3 mois on fait voter les survivants pour voir s'ils veulent continuer à l'affaire

Ca permettrait de diminuer le risque de guerre.

On peut prévoir que dans l'urgence, il y a défense sans référendum mais le référendum il va avoir lieu peut-être 1 ou 2 mois après. Mais pour aller bombarder des gens à 2000 km il faut faire un référendum.

Quand tu prévois une règle il faut aussi prévoir l'organe qui va appliquer la règle, organe doté d'un budget pour faire appliquer les règles que vous prévoyez. Pour la guerre il va falloir surveiller l'exécutif. L'exécutif a besoin de la guerre : tous les tyrans du monde savent que s'il y a la guerre, il n'y a plus d'opposition.

Chez les pirates en temps de paix, le capitaine n'a pas de pouvoir ; par contre en temps de guerre quand il y a un abordage, c'est lui qui donne les ordres, on lui obéit même si on n'est pas d'accord sinon on va mourir. Chez les indiens c'est pareil les chefs amérindiens en temps de guerre ils commandent mais par contre en temps de paix le chef il est sur son trône avec ses plumes il parle, il parle et on lui passe devant, on lui montre bien que ce n'est pas lui qui a le pouvoir.

On a un président qui nous explique régulièrement qu'on est en guerre contre les gilets jaunes, les Russes, un virus, les migrants ...

Ce n'est pas spécifique à la France les exécutifs du monde entier : depuis César les dirigeants fabriquent, facilitent les guerres nécessaires pour obtenir la docilité des populations et les pleins pouvoirs. Nous avons à craindre cette tendance des chefs à créer les guerres qui vont légitimer leur puissance, leur toute puissance.

Il faudrait que la Constitution organise les pouvoirs mais surtout à les limiter, à inquiéter les détenteurs de ces pouvoirs.

Une constitution qui est écrite par les pouvoirs eux-mêmes ne prévoit pas de contre-pouvoirs ou ils sont factices.

Nous avons besoin d'un pouvoir populaire capable de résister aux représentants quand les représentants nous trahissent, votent des lois scélérates, détruisent par exemple notre retraite en protégeant la leur : quand les élus augmentent leurs retraites en diminuant celle de la population et que nous ne pouvons rien faire : c'est dans la Constitution qui organise notre prison politique.

Le peuple est quasi-absent de la Constitution et il n'est mentionné que dans l'article 3 : « La souveraineté nationale appartient au peuple (ça commence bien) qui l'exerce par ses représentants » (ce qui revient à nier la première partie). Ce sont nos représentants les souverains !

On pourrait décider comme à Athènes que nos représentants (élus ou tirés au sort) préparent les lois : ils sont 500, ils discutent des lois et il y a une majorité qui se dégage pour, elle est présentée à l'Assemblée des citoyens qui écoute les arguments des pour mais aussi les contres, les opinions dissidentes des tirés au sort qui ont été en désaccord avec la loi. Ils vont expliquer pourquoi c'est dangereux, s'il y a un risque ...

On va organiser la mise en scène des conflits, des controverses parce que ce sont les controverses qui sont pédagogiques. Aujourd'hui nous sommes privés de controverses et les dissidents sont criminalisés. C'est l'essence même de la démocratie, la mise en scène des conflits. Aujourd'hui quand il y a désaccord, une dissidence avec l'opinion générale, avec la doxa, on n'écoute pas, ce sont des complotistes, des conspirationnistes, des antisciences

Je pense c'est une erreur de penser que les politiques sont impuissants ou incapables ou ne comprennent pas comment servir l'intérêt général. Si on renverse la perspective en comprenant que finalement ces gens-là servent les intérêts de ceux qui les ont fait élire et qui sont les 1 % les plus riches de la population, ce n'est plus du tout une catastrophe mais c'est une réussite formidable. Tout se passe comme prévu : la sécurité sociale est détricotée, le chômage se porte au mieux ce qui permet de tenir les salaires et donc des hauts profits... donc tout se passe bien... du point de vue des 1 % qui ont investi dans les médias et qui se gavent comme jamais.

Les gens qui vont voter regardent la télévision et sont en majorité peu politisés. Regardez les curseurs c'est incroyable la similitude qu'il y a entre les courbes de

passage à la télé et les résultats aux élections. Il suffit de monter les curseurs des challengers pour les faire élire.

Les gens sont gentils : ils croient les candidats au moment des campagnes électorales : notre gentillesse crée la déception. Ca fait 200 ans d'échec du suffrage universel qui permet aux riches d'acheter le pouvoir politique. Depuis qu'ils écrivent les constitutions, les riches ont mis en place un système d'abord censitaire [Le suffrage censitaire est le mode de suffrage dans lequel seuls les citoyens dont le total des impôts directs dépasse un seuil, appelé cens, sont électeurs : là au moins c'était clair] et ensuite universel quand ils sont aperçus qu'il n'avait pas à le craindre. Alexis de Toqueville disait au 19<sup>ème</sup> siècle "Je ne crains pas le suffrage universel, les gens voteront comme on leur dira." : et ça fonctionne très bien.

Nous imposer de désigner des maîtres est une supercherie : ça donne un résultat ploutocratique (régime politique où les plus riches sont au pouvoir) avec les riches qui dirigent depuis 200 ans.

### **Partie 3 : Les 10 vices de l'élection (et les 10 vertus du tirage au sort)**

Je pense qu'on n'arrive pas à penser à l'endroit avec les mots à l'envers>. Pendant 200 ans les responsables successifs du système de domination capitaliste parlementaire ont mis littéralement tous les mots importants à l'envers : démocratie, constitution, citoyen, suffrage universel ...

On n'arrive pas à formuler nos besoins parce qu'on n'arrive pas à penser à l'endroit avec des mots à l'envers. Je vais donc d'abord suggérer les pistes de remise à l'endroit pour ces mots.

Je suis sûr qu'il y a des endroits où je me trompe, je ne sais pas encore lesquels et en fait c'est quand on frotte nos neurones qu'on devient plus fort avec un cerveau collectif, on fabrique un objet plus sûr plus fiable plus utile pour nous, pour le bien commun alors les mots

#### **Démocratie**

C'est un régime politique donc une organisation des pouvoirs dans laquelle c'est le démos qui a le Kratos : c'est le peuple qui a le pouvoir.

c'est le peuple qui vote les lois : on peut voter les lois à mainlevée. Il y a plein d'exemples : la démocratie athénienne, d'autres démocraties dans les petites sociétés. Très souvent les humains quand ils sont peu nombreux se respectent mutuellement ils adoptent une loi quand tout le monde est d'accord. Dans ces sociétés, il n'y a pas besoin de police parce que la police c'est fait pour appliquer les lois votées par une minorité pour que la majorité obéisse : il n'y a pas besoin de police quand tout le monde a voté la loi.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'apercevoir qu'on n'est pas en démocratie : nous ne votons pas nos lois nous ne participons pas à l'élaboration des lois.

Ce n'est pas une un régime qui s'est dégradé qui était d'abord démocratique et puis qui progressivement le serait devenu moins : c'était comme ça dès l'origine.

Rousseau se prononçait pour la démocratie directe et fustigeait le modèle représentatif britannique, Sieyès, moins confiant dans le peuple que Rousseau, choisit de défendre le système représentatif. Dans le système représentatif, le peuple élit des représentants munis d'un mandat représentatif qui décident des lois qui s'appliquent, alors que la démocratie directe suppose que le peuple décide des lois qui lui sont appliquées et que les délégués qu'il élit lui sont soumis par des mandats impératifs.

Sieyès en France, Madison aux États-Unis : les penseurs du gouvernement représentatif savaient qu'ils établissaient une anti-démocratie, un régime politique dans lequel on était sûr que le peuple était à l'écart et n'avait aucun pouvoir : il le savait, il le disait explicitement.

Pour gagner l'élection c'est beaucoup plus facile de dire qu'on est démocrate, progressiste de gauche, radicaux et donc les partis sont nés avec l'élection pour gagner l'élection.

La démocratie c'est le régime dans lequel nous voterions nos lois au lieu de désigner des maîtres.

La constitution est un texte supérieur dans un état de droit où on établit des règles de base. Il y a une hiérarchie dans les lois, des règles qui sont au-dessus et tout au sommet de l'État de droit il y a les règles les plus importantes qui disent comment on écrit les règles qui sont en dessous : la Constitution.

Ce texte supérieur a comme fonction première d'organiser les pouvoirs. On apprend qu'il faut séparer les pouvoirs mais on ne nous apprend pas que la constitution doit servir à affaiblir les pouvoirs, à inquiéter les pouvoirs, à diviser les pouvoirs pour qu'ils ne nous oppriment pas.

La constitution c'est une sécurité les humains contre les représentants dont ils ont besoin quand on est très nombreux : c'est à nous de décider comment on les désigne, comment on les contrôle, comment on les punit quand il déconne : c'est à nous d'écrire une constitution, un texte qui inquiète les pouvoirs.

Mais pratiquement partout dans le monde ce sont les politiciens, professionnels de la politique, qui écrivent les constitutions qu'ils devraient craindre : la Constitution qui devrait nous protéger contre les abus de ceux qui vont nous représenter et qui vont exercer le pouvoir faire les lois diriger la police diriger l'armée, être capable de nous mettre en prison ... donc la démocratie fonctionne à l'envers !

Vous sentez bien que nous ne produisons pas le droit auquel nous consentons à obéir on le subit : on n'est pas citoyen, on est électeur ce qui est dégradant.

On nous humilie quand on dit qu'on va nous représenter alors nous pouvons consentir à être représenté mais en définissant nous-même les règles de la représentation : comment on va désigner les représentants, comment on va contrôler

ces acteurs (surtout les exécutifs et les forces armées), comment on va les punir en cas d'abus.

Écrire la constitution c'est notre boulot : même si vous n'avez pas envie de faire de la politique, vous avez intérêt au moins à faire de la Constitution.

Le jour où nous serons assez nombreux à être constituant, à nous être entraînés pour écrire une constitution, à comprendre comment ça marche on se débarrassera tout naturellement du capitalisme.

Le moteur qui rend possible le capitalisme c'est le gouvernement représentatif qui contient des tas de germes du capitalisme depuis la nuit des temps surtout depuis que nous avons privatisé la monnaie par les banques privées qui crée la monnaie.

Nous sommes constamment tenaillés par la peur de manquer : ce type de monnaie induit, par la peur de manquer, la cruauté, la cupidité, toutes sortes de maux qui ont précédé le gouvernement représentatif donc et le capitalisme.

Cette possibilité de faire de l'argent avec de l'argent pour quelques-uns au détriment de toute la société ça existait avant le gouvernement représentatif. Mais pendant cette première période avant le 18<sup>ème</sup> siècle, les grands marchands et notamment les marchands d'argent, les usuriers n'avaient pas le pouvoir politique ils avaient uniquement un pouvoir économique. Le pouvoir politique étant détenu par le roi, la monarchie absolue et le clergé : l'église qui interdisait l'usure et qui n'aimait pas les marchands qu'il fallait chasser hors du temple. Les humains savent depuis longtemps, depuis l'antiquité grecque, qu'ils ont à craindre des marchands, des usuriers s'ils prennent le contrôle de la politique.

Avant les révolutions révolution bourgeoise en Angleterre, en France et aux États-Unis leur ont permis de prendre le pouvoir et d'installer le capitalisme.

Dans l'Ancien Régime la police du roi empêchait les marchands d'entrer sur les marchés : on se méfiait des marchands. À l'époque on ne mangeait pas beaucoup de viande, on mangeait surtout du pain et donc le moment où on échangeait le blé pour faire la farine était très important. Un des rôles principaux de la police du roi était d'assurer les subsistances en empêchant les marchands de se présenter les premiers sur les marchés de rafler avec leur argent tout le blé, créant ainsi une rareté immédiate, cette rareté entraînant la hausse des prix. Ensuite en relâchant progressivement le blé, les marchands se feraient des fortunes pendant que le reste de la société crève de faim : c'est pour ça qu'on se protège des marchands c'est parce que les marchands sont des accapareurs, des spéculateurs, des agioteurs qui raflent ce dont nous avons besoin et ensuite nous sommes obligés de leur donner notre argent.

Une des premières expériences libérales a duré une vingtaine d'années avant la Révolution française c'était en 1774 avec Turgot ministre physiocrate (1770 il écrit les fameuses Lettres sur la liberté du commerce des grains adressées au contrôleur général des finances, l'abbé Terray) : c'était l'ancêtre des libéraux. Il a décidé de supprimer la police du roi enfin de l'empêcher de jouer son rôle d'interdiction : les marchands sont rentrés sur les marchés, ils ont entraîné des famines et des

émeutes. Et quand les émissaires revenaient auprès de Turgot pour dire Monseigneur les gens meurent de faim, un homme seul ne peut plus nourrir sa famille, la réaction de Turgot était que c'est normal qu'un homme seul ne puisse pas nourrir sa famille il faut faire travailler toute la famille : il faut que les femmes travaillent, que les enfants travaillent. Le libéralisme c'est la mise aux travaux forcés de toute la société.

Mais ça n'a été possible qu'au moment de la Révolution française qui a littéralement déchaîné, retirer leurs chaînes aux marchands. Cette révolution qu'on nous a présentée à l'école comme des révolutions démocratique, sont des révolutions bourgeoises marchandes. Les marchands ont obtenu quelque chose qui est catastrophique pour nous c'est la possibilité d'écrire les lois ce qu'ils ne pouvaient pas faire avant : ils avaient un pouvoir économique ils avaient de l'influence évidemment mais ils n'étaient pas tout puissant.

En 1789 ils ont agité le peuple en l'affamant avant de s'en servir (comme dit la phrase de Talleyrand : « *La politique ce n'est qu'une certaine façon d'agiter le peuple avant de s'en servir.* »).

Le peuple révolté par la rupture du contrat entre le roi et le peuple a renversé le roi le clergé. Ce qui est nouveau dans l'histoire des hommes, c'est qu'ils ont écrit une constitution donc ce sommet qui décide de toute la pyramide et dans cette constitution, ils ont décidé que le mode de désignation des acteurs politiques allait être l'élection. Or l'élection permet aux plus riches du moment d'aider les candidats et de les faire gagner.

Les candidats qui ont gagné les élections en ayant été aidés sont donc débiteurs de ceux qui les ont aidés et qui les aideront à gagner ensuite. La corruption politique elle tient à cette caractéristique de l'élection.

**L'élection : le faux suffrage universel consiste à désigner des maîtres au lieu de voter des lois.**

Le suffrage universel ça devrait être « nous votons nos lois : un homme-femme une voix pour voter les lois ». Ca éviterait les divisions stériles entre gauche centre droite : il existe beaucoup de cause commune, beaucoup de sujets sur lesquels on serait d'accord alors qu'avec les parties on est opposé en tout .

On n'a jamais appris à l'école si l'élection des acteurs politiques est bien ou pas bien, on n'a jamais entendu parler du tirage au sort or le tirage au sort je vais vous en parler est probablement la seule procédure qui mérite de s'appeler démocratique.

Le procès de l'élection permet de mettre en évidence, comme en miroir, que le tirage au sort présente toutes les vertus qui correspond aux vices de l'élection

J'ai beaucoup cherché je n'arrive pas à trouver une vertu, un argument positif pour défendre l'élection. L'élection nous infantilise et donc elle nous décourage.

**Les reproches majeurs que nous devrions faire à l'élection**

**1- L'élection nous infantilise : l'élection est aristocratique**

et donc nous tient à l'écart tous ceux qui ne sont pas les aristos, les meilleurs en grec. Dans ce régime ce sont les meilleurs qui gouvernent, c'est une aristocratie. Aristote savait déjà, il y a 2500 ans, que la plupart des aristocraties dégénèrent progressivement en oligarchies c'est à dire le gouvernement de quelques-uns, par exemple quand l'aristocratie devient héréditaire et que ce sont les enfants des meilleurs qui sont considérés comme les meilleurs.

L'élection ça ne marche pas : l'élection est aristocratique et le tirage au sort démocratique. Platon le savait le disait pourtant il était antidémocrate : 95 % des philosophes étaient opposés à la démocratie seuls les sophistes défendaient la démocratie.

Platon, Aristote mais aussi Montesquieu Rousseau tous les penseurs avant la Révolution savait que la procédure démocratique c'est le tirage au sort parce qu'elle maintient les gens à égalité : elle nous considère comme des égaux.

Le régime démocratique considère que nous sommes tous capables, nous sommes tous égaux en politique. On n'est pas égaux en force, en taille, en richesse, en intelligence, en honnêteté on le sait mais par contre si on est démocrate, en politique, on est égaux pour opiner, donner notre opinion. C'est une affirmation à la base de la démocratie.

La seule procédure qui respecte cette loi fondamentale, qui respecte le fait de nous considérer à égalité c'est le tirage au sort : ça peut être n'importe qui. L'élection elle n'est pas démocratique, elle est aristocratique donc ce n'est pas étonnant qu'elle produise des résultats qui déçoivent

## **2- L'élection de candidats c'est abdiquer, c'est fabriquer des maîtres**

**L'élection c'est renoncer à sa souveraineté, c'est abdiquer** : c'est désigner quelqu'un qui va décider à ma place, c'est renoncer à ma souveraineté c'est accepter que quelqu'un d'autre exerce la souveraineté à ma place.

Le talent des élus c'est de nous faire croire que nous exerçons en les désignant une souveraineté mais c'est une escroquerie de nous faire croire que nous exerçons notre souveraineté en l'abandonnant.

## **3- L'élection de candidats, c'est renoncer à faire de la politique.**

Du point de vue des gouvernés et ça me paraît le plus essentiel, **l'élection nous infantilise, nous dépossède de notre souveraineté, elle nous muselle, nous met à un rang inférieur, nous déresponsabilise** (ce n'est plus notre responsabilité ce qui se passe en politique puisque nous n'exerçons pas la souveraineté) et donc elle nous décourage à faire de la politique : à quoi bon nous donner du mal puisque de toute façon ce n'est pas nous qui décidons.

**L'élection nous dépolitise complètement elle nous désapprend à faire de la politique, elle nous désincite à faire la politique, elle nous infantilise, nous maintient en enfant** étymologiquement enfant ça veut dire qui n'a pas la parole (*infans* (« qui ne parle pas »). Ça donne un peu d'espoir : quand vous êtes militant

pour le bien commun vous êtes sans arrêt en but à l'inertie des gens qui ne veulent pas parler de politique, à des gens qui veulent des maîtres alors que vous voulez qu'ils se réveillent et vous vous dites on n'y arrivera jamais.

C'est la procédure de l'élection qui nous rend comme cela, qui nous infantilise, nous déresponsabilise, nous décourage et les gens n'ont pas envie de se donner du mal pour rien. Les gens n'aiment pas la politique, ils veulent démettre les gens. Une autre procédure changerait la donne. Ils deviennent des maîtres car ils intériorisent que c'est la volonté des gens, l'élection qui dit que c'était eux les meilleurs.

Psychologiquement, celui qui vient d'être élu est porté à la vanité, à se croire autorisé, légitime à tout décider à notre place même s'il est très gentil au départ. Ils m'ont élu, ils ont dit que j'étais le meilleur donc je peux décider, couplé au fait qu'en plus c'est le plus souvent un arriviste, un leader qui veut tout décider à notre place ...

**Si on décide le tirage au sort c'est parce qu'on veut garder sa souveraineté, on veut rabaisser ceux qui sont représentants pour qu'ils ne soient pas au-dessus de nous on veut les remettre à notre niveau de façon à pouvoir exercer notre souveraineté sans être infantilisé.**

Il y a des pages immenses de Tocqueville qui décrivent les vertus du tirage au sort les vertus civiques.

Le tirage au sort sort les gens de chez eux, éventuellement contre leur gré, pour qu'ils arrêtent de s'occuper temporairement de leurs affaires personnelles et qu'ils s'occupent du bien commun. Il met les gens tirés au sort dans un groupe de personnes qui s'occupent du bien commun et nous donne le spectacle d'autres personnes en train de s'occuper du bien commun et par mimétisme nous nous mettons à nous occuper du bien commun. Ça tourne, c'est comme les corvées, c'est tout le monde qui s'y colle chacun son tour. Le tirage au sort est comme une école de civisme, il fait monter le niveau politique de tout le monde. Le tirage au sort nous responsabilise parce qu'on sait qu'on va être peut-être tiré au sort et donc on fait plus de politique un peu tout le temps pour être prêt pour être à la hauteur quand on sera tiré au sort. **Pendant que l'élection décourage, le tirage au sort nous encourage à faire de la politique.**

Il faut préciser que le tirage au sort, ce n'est jamais une personne seule ou très rarement mais une assemblée, c'est toujours un groupe une dizaine de personnes une vingtaine, une centaine, un millier, ça peut être un millier de personnes c'est nous qui allons décider quand nous allons faire des. Tirer au sort une personne présente le risque statistique que ce soit quelqu'un qui n'est pas malin ou pas honnête, le risque existe mais les effets sont importants pour une personne seule et faible pour une assemblée.

Si on prend l'exemple des Athéniens : je prends pas du tout Athènes comme un modèle, il y avait des tas de choses évidemment imbuvable à l'époque. Ils étaient impérialistes, très brutaux, les femmes étaient tenues à l'écart de la politique, les esclaves n'étaient pas citoyens, les étrangers qu'on appelait les métèques étaient sans droits politiques.

Mais le tirage au sort a fonctionné à Athènes pendant 200 ans donc c'est un vrai laboratoire durable aussi long que les 200 ans du gouvernement représentatif (19<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup>, 21<sup>ème</sup> siècle).

Pauvres et riches étaient citoyens et les pauvres plus nombreux : le système du tirage au sort et la prise de décision « un homme une voix pour voter les lois » fait que les pauvres ont gouverné majoritairement pendant 200 ans et c'est une réalité intéressante.

**Pendant les élections, on prétend contrôler le choix de celui qu'on désigne et ensuite, pendant le mandat, on ne contrôle plus rien. Quand je tire au sort je n'ai pas de contrôle pendant la désignation mais après on va mettre en place un système de contrôler : pendant le mandat et en fin de mandat.**

C'est très important de comprendre : on ne change pas l'élection par le tirage au sort en gardant tout le reste égal. Il faut déplacer le contrôle pendant à après le tirage.

Après 200 ans d'échec du gouvernement représentatif, après 200 ans d'échec de l'élection, vous percevez qu'en élisant on pensait choisir les meilleurs, on s'aperçoit qu'on choisit à chaque fois les pires (cf. Sarkozy, Hollande, Macron ...).

**L'élection parmi des candidats donne le pouvoir à ceux qui le veulent, c'est-à-dire les pires.** Depuis Platon les philosophes ont beaucoup écrit pour dire qu'il ne fallait pas donner de pouvoir à ceux qui le veulent, il faut s'en méfier, ils ne sont pas comme les autres...

Le tirage au sort donne le pouvoir à n'importe qui et la plupart des gens ne veulent pas le pouvoir il y a un mot d'Alain (M. Chartier – 1935) que j'aime beaucoup citer :

*"Car enfin le trait le plus visible dans l'homme juste est de ne point vouloir du tout gouverner les autres, et de se gouverner seulement lui-même. Cela décide tout. Autant dire que les pires gouverneront".*

Dans le gouvernement représentatif quand on donne le pouvoir à ceux qui le veulent on va avoir les pires parce que les meilleurs ne veulent pas le pouvoir donc comme on donne le pouvoir à ceux qui le veulent, ça nous condamne

On doit finir par comprendre en faisant le tirage au sort et en déplaçant le contrôle, du point de vue des gouvernés, pendant le mandat on peut le destituer à tout moment et puis il rend des comptes à la fin du mandat.

**Le tirage au sort permet d'avoir les meilleurs du point de vue bien commun,** des gens humbles modestes qui croient qu'ils ne vont pas y arriver, qui ne se sentent pas la hauteur...

#### **4- L'élection de gens qui veulent le pouvoir apporte la corruption**

Parce qu'ils veulent le pouvoir, ils vont être prêts à lâcher quelque chose pour l'avoir. Quand on donne le pouvoir à quelqu'un il va se transformer il va se corrompre bien sûr. Je n'incrimine pas les affreux qui nous gouvernent comme s'ils étaient affreux par nature, je pense que nous ferions pareil (j'ai du mal à croire que je ferais exactement pareil) mais c'est vrai que le pouvoir corrompt sûrement, que quelqu'un

qui est très gentil se corrompt car l'élection fabrique des maîtres : quand vous hissez quelqu'un au-dessus des autres il va se transformer, il va croire qu'il est capable de tout décider à notre place.

Or il faut des instances de pouvoir, dans une grande société je ne vois pas comment on va arriver à protéger les faibles, les femmes, les enfants, les pauvres sans une puissance publique qui est plus forte que les plus forts donc : la justice c'est un pouvoir qui doit protéger.

### **5- L'élection favorise le mensonge :**

L'élu est celui qui va mentir le mieux, donner l'impression aux électeurs que c'est lui qui nous faut : *si son ennemi c'est la finance, on va y ...*

Il faut mentir pour être élu, on sélectionne donc le meilleur menteur : il faut mentir sur ce qu'on veut faire, ce qu'on peut faire avant d'être élu et puis il faut mentir sur ce qu'on a fait : *baisser les chiffres du chômage en mettant les stagiaires en dehors des catégories A...*

L'élection favorise les escrocs : les escrocs c'est les gens qui savent mentir, c'est leur talent, ils nous jouent une comédie.

Le tirage au sort retire le mensonge, la procédure ne repose plus sur la volonté les champions trompeurs, sur la prime au mensonge.

Psychologiquement l'élu celui qui vient d'être élu il est porté à la vanité et à se croire autorisé, légitime à tout décider à notre place : ils ont dit que j'étais le meilleur donc je peux décider couplé au fait que c'est peut-être un arriviste, un leader qui veut tout décider à notre place ... Ainsi ce sont toujours les mêmes qui sont élus : quand vous chassez l'un vous êtes obligé de reprendre celui que vous avez chassé le coup d'avant.

Bourdieu racontait que Ségolène Royal et Hollande, en sortant de l'ENA, ne savait pas bien s'ils allaient être à gauche ou à droite. Ils se sont dit que la gauche n'avait pas gagné depuis longtemps et que c'est un meilleur coup d'aller à gauche.

La plupart des gens aspirent à la déprofessionnalisation de la politique mais on adore l'élection : on ne peut pas adorer les causes et déplorer les conséquences.

Le tirage au sort permet de ne jamais avoir le même. Vous tirez sur des listes électorales de 40 millions de personnes. Ça déprofessionnalise la politique, ça organise une rotation des charges .

### **6- L'élection fabrique des assemblées qui nous dissemblent qui ne nous ressemblent pas**

Par le tirage au sort vous allez avoir statistiquement la moitié de femmes, la bonne proportion de chômeurs, de déshérités, de paysans, de banquiers, de riches ... Pas

besoin de ratios, de quotas si vous tirez au sort. Vous avez automatiquement une représentativité remarquable.

Alors que depuis toujours l'élection crée des assemblées qui sont non représentatives de la population.

### **7- L'élection nous impose les partis**

quand il n'y a pas d'élection il n'y a pas de parti : on n'a pas besoin de partis pour faire de la politique. Partout sur Terre les humains font de la politique sans parti. Les partis ça sert simplement et uniquement à gagner les élections.

Vous ne pouvez pas, en même temps, critiquer l'existence des partis, leur manque de démocratie interne, leur fonctionnement hiérarchique et oligarchique au sommet, l'arrivisme des gens qui les dirigent ... et adorer l'élection c'est contradictoire. Si vous supprimer les partis, vous allez passer pour un dictateur et ce ne sera pas faux... Si vous mettez en place le tirage au sort les partis disparaissent d'eux-mêmes.

Gagner une élection c'est comme vouloir gagner une guerre, il faut une discipline, une ligne de parti il faut que les gens obéissent à un chef. Dans les partis puisqu'il s'agit de gagner une guerre électorale, ils ont une logique militaire avec une discipline et une punition des indisciplinés et une logique de camps qui s'oppose : le camp de Mélenchon, le camp de Le Pen, le camp de Macron. Ils se détestent et ils ne peuvent pas dire du bien de quelqu'un de l'autre parti sans passer pour un traître.

Depuis 10 ans je dis que les parties nous empêchent de fraterniser mais maintenant que je le relie à la procédure de l'élection. On n'y échappera pas tant qu'on aura l'élection.

Il y a d'autres raisons à la discorde : il y a la guerre de classe que mène les 1 % contre les 99 %. On peut citer Warren Buffett (interview de CNN en juin 2005) : 'Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner. »

Je ne dis pas qu'il n'y a pas de conflits des idées entre la plupart des militants et des citoyens. Mais ceux qui se bagarrent dans le cadre des partis auraient bien des raisons de fraterniser pour avancer. Pendant qu'on se bagarre entre partis, les banquiers ils se marrent et ils se goinfrent.

L'élection nous condamne au parti avec leur logique de division, de guerre politique les uns contre les autres, avec la discorde à la clé.

### **8- Les candidats aux élections ont besoin de soutien : ceux qui ont les moyens sont les plus riches**

La démocratie a besoin de journalistes, militants, sentinelles du Peuple, comme Marat qui flairait les complots puis les dénonçait dans son journal. de temps en temps les journalistes détectent des complots. L'anticomplottisme c'est une maladie antidémocratique.

Les citoyens à Athènes, avant la démocratie athénienne, on tuait celui qu'on n'avait pas envie d'entendre. La démocratie athénienne a, entre autres puissantes

innovations, donné le droit de parole, l'isegoria : le droit de parole pour tous, à tout, à tout moment, à tout propos tout le monde pouvait parler sans être tué ... grosse avancée. Pourquoi ? La démocratie était fragile, les forces oligarchiques complotaient sans arrêt pour faire tomber la démocratie : il y a plusieurs accidents. La démocratie c'est un combat permanent : il faut des citoyens pour défendre une démocratie, ça ne vit pas uniquement avec une constitution.

Les citoyens athéniens étaient considérés comme autant de sentinelles pour surveiller que tout se passe bien et ont donné le droit de parole à tout le monde à tout propos : c'est notre liberté d'expression !

Si la procédure d'élection permet d'aider les candidats ceux qui ont les moyens d'aider vont aider et les candidats qui ont gagné sont débiteurs de ceux qui les ont aidés . Si on peut aider les candidats les candidats deviennent débiteurs / serviteurs : c'est pour ça que les élus servent leurs donateurs.

Pourquoi quasiment tous les journaux, maisons d'éditions, télévisions du pays ont été achetés par 10 milliardaires. Celui qui va gagner les élections est celui qui a été le plus vu dans les médias.

Il y a une corrélation, une identité entre les courbes de résultats aux élections et les courbes de passage à la télé les courbes. Quand vous rapprochez les pourcentages ce sont les mêmes courbes. Il n'y a que Le Pen et Mélenchon qui ont des partis très militants qui sont moins sensibles à l'effet Télé journaux qui donc sont ont des résultats un peu meilleurs que leur passage dans les médias.

Donc les riches achètent les médias font élire leurs serviteurs et ensuite font voter les lois et le capitalisme gagne.

Il y a plein de chose dans Marx mais il me semble qu'il manque l'aspect juridique dans les rapports de classes. Pour les marxistes ce qui est premier ce sont les rapports de production dans l'économie et le droit n'est que la conséquence.

Il me semble que c'est une erreur, c'est très immodeste de dire ça. Je trouve que tant que les riches n'avaient pas le pouvoir d'écrire les lois ils n'étaient que riches économiquement mais du jour où ils ont écrit la constitution, ils ont mis en place l'élection parmi des candidats et donc ils sont devenus maîtres des législateurs, maîtres des lois : ils sont devenus à la fois riches économiquement et politiquement.

C'est la catastrophe capitaliste, la tout puissance des riches qui possèdent des moyens de production, qui se sont mis à imposer leurs lois et ainsi nous condamnent aux travaux forcés, au travail subordonné des travailleurs s qui peuvent pas être maître de leur travail, de leur destin, de leur outil du production.

Le Capitalisme a fabriqué la personne morale qui est une aberration : considérer les entreprises comme des personnes morales c'est oublié le scandale que ça a représenté quand ça a été voté.

Ce sont les avocats d'affaires qui ont imposé la personnalité morale : un scandale absolu qui limite la responsabilité du capitalisme. Le terme responsabilité limitée est en fait un euphémisme : il s'agit non pas d'une limitation des risques, mais d'un

véritable transfert de responsabilité et des risques de l'actionnaire à l'entreprise, à son collectif de travail, responsabilité pénale et économique.

Les législateurs débiteurs / serviteurs ont ajoutés la libre circulation des capitaux, des marchandises, la liberté d'établissement, le secret des affaires ...

On ne pense pas à faire le lien entre les élections et tous les maux économiques, sociaux et politiques qui nous accablent.

L'école républicaine a oublié de nous dire qu'on peut tirer au sort nos représentants. Les élus ne vont pas défendre l'idée du tirage au sort : ils détestent cette idée qu'il va les mettre au chômage qui va leur retirer toutes sortes de privilèges.

Nous adorons le suffrage universel, comme une vache sacrée, qui organise notre impuissance politique, qui consiste à désigner des maîtres. C'est la grande liberté, la conquête : on a le droit de désigner nos maîtres mais je crois que c'est notre erreur et qu'il faut se désintoxiquer.

## Partie 4 : Quels représentants veut-on ? Voter ou élire ? Le RIC

### 1- Comment nommer nos représentants : on les élit ou on les tire au sort ?

On pourrait élire une chambre et tirer au sort une autre et : les deux pourraient avoir un droit de veto sur la loi en question.

Si c'est nous qui écrivons la Constitution : qu'est-ce qu'on veut comme représentants ? un choix très important qu'il faut mettre dans une constitution : quels genres de représentants, des représentants qui nous dominent, qui sont nos Maîtres, qui vote, décide tout à notre place, qui nous infantilisent ? On est légitime à dire non : on veut des représentants qui soient nos serviteurs, pas serviteurs inférieurs mais nos pairs qui nous préparent la loi et c'est nous qui la votons. ils sont quelques centaines pour nous représenter \*, **un échantillon représentatif de la population** tiré au sort.

Tous les intérêts vont être représentés : on va avoir la bonne proportion de jeunes - de vieux, de riches - pauvres, de syndicalistes - non syndicalistes, de travailleurs manuels - intellectuels, de gens gentils – méchants, des gens qui sont diplomates, patients, la même proportion de gens respectueux des autres et soucieux de justice que dans la société.

Si tu es démocrate, tu comptes sur le fait que la plupart des gens dans la société sont des gens bien. Si tu as peur du peuple, si tu penses que les gens sont des salauds, des voleurs, des brigands en puissance, tu n'es pas démocrate. Un démocrate a confiance dans le peuple. Si on est démocrate l'idée du tirage est la procédure idéale.

## Un panorama de 6 points

- Veut-on des représentants ?
- Veut-on que ces représentants soient des maîtres ou des serviteurs ?
- Est-ce qu'on les désigne par élection ou par tirage au sort ?
- Quel mandat on leur donne : de tout voter à notre place ou bien ou bien de préparer les lois qu'on voterait ?
- Comment les contrôle-t-on ? comment on les punit ? Comment on les destitue ?
- Quelle durée de mandat : mandat long ou court ? non renouvelable ? non cumulable ?

### **2- Comment on change la Constitution**

Quand on s'est trompé, comment faire une révision de la Constitution ?

Quelle est la place du pouvoir populaire : quel moyen donne-t-on aux citoyens de décider, de co-décider ?

Pour l'instant nous ne décidons de rien : ce n'est pas une fatalité ça dépend de nous.

Un système représentatif est à priori antidémocratique : ce sont les représentants qui vont exercer le pouvoir. Mais si tu institues un RIC, référendum d'initiative citoyenne, tu peux corriger le système représentatif. Le référendum d'initiative citoyenne est une procédure fondamentalement démocratique qui rend démocratique un système qui pourtant a été pensé comme antidémocratique au départ.

Il ne s'agit plus d'élire mais de voter, de décider. C'est important d'utiliser les bons mots entre élire et voter ... Si j'élit je renonce à voter !

En démocratie Il faudrait qu'on puisse voter : un peuple qui vote, décide. Dans le référendum on vote on décide et pour l'instant on a un référendum dans notre anti-constitution de 1958 mais c'est à l'initiative du président ou d'une partie des parlementaires. Il faut que le référendum soit d'initiative citoyenne.

La gauche a souvent une détestation du référendum en disant que le référendum est césariste. Ça revient à un plébiscite qui renforce le tyran pour réduire les libertés légitimement : c'est vrai, quand c'est à l'initiative du prince, le président ou de l'exécutif, ils nous posent des questions auxquelles on ne peut que répondre oui.

Mais tous les référendums ne sont pas césaristes : le référendum d'initiative citoyenne ne peut pas être césariste.

Le Référendum d'Initiative Partagée (RIP : Entré en vigueur le 1er janvier 2015, il a été prévu par la révision constitutionnelle de 2008) n'est pas d'initiative citoyenne. Les citoyens viennent appuyer une initiative parlementaire : c'est vraiment une escroquerie.

Le référendum d'initiative partagé ou RIP est une procédure de consultation des citoyens reposant sur une initiative parlementaire qui permet de soumettre à référendum une proposition de loi présentée par au moins 1/5e des parlementaires soit 185 membres et soutenu par 10 % des citoyens français inscrits sur la liste

électorale environ 4,9 millions de personnes. Ces propositions de loi doivent porter sur des domaines bien précis à savoir l'organisation des pouvoirs publics, les réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la nation et aux services public qui y concourent ou la ratification d'un traité qui sans être contraire à la Constitution aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. Le Conseil constitutionnel se charge alors de vérifier si la proposition de loi a bien été déposée conformément aux règles d'organisation d'un référendum, si elle concerne bien l'un des domaines prévus par l'article 11 de la Constitution et si elle n'est pas contraire à celle-ci. Il dispose d'un délai d'un mois pour rendre sa décision. Si la proposition de loi est validée par le Conseil constitutionnel la période de recueil des soutiens est ouverte dans un délai d'un mois maximum et vous avez 9 mois pour déposer votre soutien. Votre soutien est rendu public et votre nom figure sur la liste des soutiens et il ne sera pas possible de retirer votre soutien une fois enregistré si le seuil des 4,9 millions de soutien est atteint la proposition de loi est alors soumise au Parlement qui dispose d'un délai de 6 mois pour l'adopter ou la rejeter si la proposition de loi n'est pas examinée par le Parlement dans ces délais le président de la République la soumet au référendum en résumé le référendum d'initiative partagé c'est une initiative parlementaire soutenue par les électeurs supposée aller vers une démocratie plus participative ... !

Il est dommage que LFI n'ait pas été capable d'écrire un vrai référendum initiative citoyenne (RIC) constituant.

Le RIC de LFI il contient

- un bon RIC Législatif pour imposer nous-même une loi que nos représentants ne veulent pas nous donner
- un assez bon RIC Abrogatoire pour abroger une loi dont nous ne voudrions pas (une loi scélérate dont on voudrait se débarrasser)
- un assez bon RIC Révocatoire pour révoquer un représentant dont on n'est pas content
- Mais un mauvais RIC Constituant

On pourrait penser que c'est bien que ce sont des bons RIC : mais si le RIC constituant n'est pas bon ça met en danger les autres RIC.. On peut instituer les trois autres RICS mais, sans un bon RIC Constituant, on peut aussi nous les retirer.

Le RIC constituant de LFI c'est la possibilité, non pas de dire on veut changer ce point de la Constitution, mais juste de convoquer une Assemblée Constituante qui va être élue. Or les choses vont changer quand nous refuserons d'élire la prochaine Assemblée Constituante. Si nous acceptons d'élire l'Assemblée Constituante nous donnerons le pouvoir aux riches. Les riches vont faire élire leurs représentants à l'Assemblée Constituante et ils vont écrire l'élection comme mode de désignation pour pouvoir continuer à être législateur. Les élections favorisent mécaniquement les riches qui vont aider leurs candidats à gagner la compétition électorale.

Si on attend que nos représentants nous donnent le pouvoir constituant nous ne l'auront jamais. Même LFI ne le donne pas. Aucun politicien n'est vraiment

démocrate. Ils le sont peut-être juste après avoir été élus et puis très vite ça leur passe : le pouvoir corrompt.

Un autre point pourrait sembler essentiel dans cette constitution : l'affirmation qu'il n'y a pas de souveraineté supranationale. Une rupture avec l'Europe actuelle est nécessaire. L'Union européenne est un projet américain un projet anti-européen, ce sont nos pires ennemis qui ont construit ce projet, des menteurs professionnels qui ont façonné une opinion favorable à l'Union européenne pas une série de mensonges.

Il faut que dans la Constitution soit rigoureusement interdit évidemment la délégation de souveraineté par nos représentants. Nos représentants ne sont pas propriétaires de la souveraineté ils en sont au mieux locataires mais un locataire ne peut pas vendre l'appartement qu'il loue.

Tous les traités devraient être soumis à référendum : pas de guerre sans référendum, pas de traité sans référendum article par article... Souvent on se fait avoir avec quelques articles qui sont bien et quelques articles cachés au milieu qui nous asservissent... C'est beaucoup plus respectueux de la volonté populaire.

Nous sommes dans une guerre, gouvernés par nos pires ennemis, des gens qui nous méprisent. Il y a une guerre qui ne dit pas son nom : ces gens disent se battre contre le chômage mais en fait ils l'institutionnalisent. L'Union européenne, par sa politique monétaire et par le libre échange institue un chômage de masse.

Ce chômage de masse est un outil d'esclavagiste, un fouet de négrier. C'est un outil d'intimidation : le chômage ça fait peur, ça nous terrorise, c'est un outil qui sert à nous rendre docile et qui a été fabriqué dans les années 70.

En 1968 il y a un mouvement en France de révolte, de désobéissance, pas seulement dans les usines pas seulement dans les écoles, les universités, mais aussi dans les familles, partout où il y a une autorité, elle a été contestée.

Ce n'était pas qu'en France : je ne le savais pas mais c'était partout sur terre en 1968 cette révolte contre les autorités.

Un très bon livre sur le sujet : « *La société ingouvernable : Une généalogie du libéralisme autoritaire* » (éd. La Fabrique - 2018), par le philosophe Grégoire Chamayou.

Il explique dans la société ingouvernable la truille des capitalistes au moment des révoltes en 1968. À l'époque, il n'y avait pas de chômage : 3 ou 4 % qui correspondait au chômage frictionnel (le temps entre la perte d'un emploi et un nouvel emploi). Dans la semaine on retrouvait du travail, ça nous a rendu désobéissant... Les capitalistes se sont écrits et Grégoire Chamayou édite des extraits savoureux : « le capitalisme c'est foutu, ils n'obéissent plus ». Mais d'autres ont dit pas question d'abandonner, on va reprendre la main en détruisant les syndicats revendicatifs et on va réinstaurer le chômage ...

Par une politique monétaire contre l'inflation : quand tu te bats contre l'inflation ça se paye en chômage ; inversement quand tu te bats contre le chômage ça crée de

l'inflation : tu ne peux pas avoir les deux à zéro, tu peux avoir une stagflation (inflation et stagnation) mais c'est temporaire. Tu as l'un ou l'autre, c'est un choix de société, un choix politique.

L'inflation par la hausse des prix baisse le pouvoir d'achat : si les prix augmentent, double par exemple, les salariés s'appauvrissent de moitié. Il y a un remède à l'inflation qui s'appelle l'indexation des salaires sur les prix, des salaires et des pensions : indexation obligatoire tous les 3 mois par exemple ...

Si les prix ont augmenté, les salaires augmentent obligatoirement et l'inflation est gommée pour tous ceux qui travaillent. Par contre les riches oisifs continuent à la subir, la valeur de leur patrimoine diminue, il n'est pas réévalué ...

On craint l'inflation aujourd'hui parce que les gouvernants, ces traites, ces gredins, ces socialistes (...Delors, Fabius, Rocard) ... ont supprimé l'indexation des salaires sur les prix.

Là-dessus, l'Union européenne crée la Banque Centrale qui est indépendante : personne ne peut la contrôler. Elle est hors contrôle et bénéficie d'une immunité judiciaire à vie comme tous les fonctionnaires de l'administration européenne : on ne voit cela nulle part ailleurs !

Ils sont intouchables, irresponsables, n'ont de compte à rendre à personne. Le Parlement européen qui est élu ne décide rien, ne contrôle rien. Ursula Von der Leyen, présidente de la commission européenne depuis 2019, peut nous jeter dans la guerre, négocier des milliards pour les vaccins en secret, sans que les parlementaires ne puissent l'arrêter, avoir les contrats négociés avec Pfizer ... Il n'y a aucune institution supérieure pour la punir et elle est légalement irresponsable.

La politique monétaire de la Banque centrale est liée à sa mission « de maintenir la stabilité des prix, gérer les réserves et conduire les opérations de change »... et ça se paye en chômage !

Le libre échange nous désindustrialise et nous condamne au chômage de masse. Les capitalistes en 1968, effrayés par la révolte des travailleurs ; par l'insoumission des ouvriers ont rétabli des outils de domination dont le chômage qui est une construction politique. Le chômage que nous subissons n'est pas une fatalité c'est une construction politique.